

D'après les premières estimations, en 2015, le chiffre d'affaires de l'ensemble des cliniques privées atteint 14,5 milliards d'euros. Après une hausse de la rentabilité en 2013 et 2014, liée à la mise en place du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), celle-ci se replie légèrement en 2015 et s'établit à 3 % du chiffre d'affaires. L'endettement des cliniques reste stable en 2015 (35 %) parallèlement à une hausse modérée de l'effort d'investissement.

En 2015, la rentabilité s'établit à 3 % du chiffre d'affaires

D'après les premières estimations, le chiffre d'affaires de l'ensemble des cliniques privées atteint 14,5 milliards d'euros en 2015, soit une hausse de 3,9 % par rapport à 2014 (tableau). Leur résultat net a pourtant reculé parallèlement de 13,1 %. Leur rentabilité nette, qui rapporte le résultat net au chiffre d'affaires, est ainsi évaluée à 3 % en 2015, soit une baisse de 0,6 point par rapport à 2014. Elle reste toutefois supérieure à celle observée avant 2014.

Ces évolutions récentes sont pour beaucoup le reflet de la mise en place, en 2013, du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), avantage fiscal pour les entreprises. Cette mesure a entraîné une baisse des cotisations sociales relatives aux frais de personnel.

Considérant que les cliniques sont en concurrence avec des établissements publics non éligibles au CICE, les pouvoirs publics ont cependant atténué l'effet positif du CICE en 2013 et 2014, puis l'ont neutralisé en 2015, via des baisses tarifaires des séjours hospitaliers. Toutefois, ceci ne s'est pas traduit par une baisse de l'excédent brut d'exploitation, qui se maintient au même niveau qu'en 2014, à 7,1 % du chiffre d'affaires.

Le recul du résultat net en 2015 est pour partie la conséquence d'une hausse du poste « impôts sur le bénéfice », qui représente 1,2 % du chiffre d'affaires en 2015 contre 1 % en 2014, et de la dégradation de 0,3 point du résultat financier, qui mesure les opérations se rapportant directement à l'endettement et aux placements.

... mais baisse pour les cliniques de MCO

Les niveaux de rentabilité sont très variables selon le secteur d'activité et ont évolué de manière différente en 2015 (graphique 1). Pour les cliniques du secteur de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie (MCO), la rentabilité diminue de près de un point pour s'établir à 2,2 % du chiffre d'affaires, proche du niveau moyen observé entre 2006 et 2011. La rentabilité nette des cliniques de soins de suite et de réadaptation (SSR) s'établit à 5,2 %, bien au-dessus de son niveau moyen d'avant la mise en place du CICE. Les cliniques psychiatriques demeurent les plus rentables en 2015, atteignant leur niveau le plus élevé de rentabilité depuis dix ans (7,4 %).

Une clinique sur cinq est en déficit

La situation économique des cliniques privées, globalement excédentaires, masque de fortes disparités. En 2015, un peu plus d'un cinquième des cliniques sont en déficit. Parallèlement à la baisse du résultat net, cette part est en légère augmentation en 2015 (23 % en 2015 contre 21 % en 2014). Cette augmentation concerne aussi bien les cliniques de MCO (26 % en 2015 contre 24 % en 2014) que celles de SSR (24 % en 2015 contre 21 % en 2014). Elle atteint 7 % dans le secteur de la psychiatrie.

Une légère reprise des investissements

Du fait de la baisse de la rentabilité, la capacité d'autofinancement (CAF) diminue en 2015 après une hausse continue depuis 2013 (5,4 % du chiffre d'affaires en 2015 contre 5,9 % en 2014). Elle diminue surtout pour les cliniques en MCO (de 5,6 % en 2014 à 4,8 % en 2015), reste à un niveau élevé pour les cliniques de SSR (6,7 %) et augmente à nouveau

Tableau Compte de résultat des cliniques privées entre 2009 et 2015

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 ¹
Chiffre d'affaires total (en millions d'euros)	12 334	12 508	13 050	13 583	13 938	13 991	14 535
Nombre de cliniques	1 095	1 084	1 076	1 064	1 039	1 027	1 023
Chiffre d'affaires moyen (en millions d'euros)	11,3	11,5	12,1	12,8	13,2	13,6	14,2
Achats et charges externes (en % du chiffre d'affaires), dont :	-45,1	-45,0	-45,3	-45,2	-44,8	-45,0	-45,5
achats consommés	-17,4	-17,7	-17,4	-17,2	-16,7	-17,1	-17,5
autres achats et charges externes	-27,8	-27,3	-27,9	-28,0	-28,1	-28,0	-28,1
variation de stocks	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Frais de personnel (en % du chiffre d'affaires), dont :	-43,8	-44,0	-43,9	-43,9	-43,3	-42,9	-42,6
salaires bruts	-31,6	-31,2	-31,0	-31,2	-31,6	-29,3	-31,1
charges sociales	-12,2	-12,8	-12,9	-12,8	-11,7	-13,6	-11,4
Fiscalité liée à l'exploitation (en % du chiffre d'affaires), dont :	-5,0	-5,0	-5,1	-5,3	-5,3	-5,1	-4,8
impôts, taxes							
et versements assimilés	-5,9	-5,7	-5,7	-6,0	-5,9	-5,9	-5,6
subvention d'exploitation	0,9	0,7	0,6	0,6	0,6	0,7	0,8
Excédent brut d'exploitation (en % du chiffre d'affaires)	6,1	6,1	5,7	5,6	6,5	7,1	7,1
Autres opérations d'exploitation (en % du chiffre d'affaires)	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	-0,1	-0,1
Dotations nettes aux amortissements (en % du chiffre d'affaires)	-1,8	-1,8	-2,1	-2,2	-2,2	-2,0	-2,2
Résultat d'exploitation (en % du chiffre d'affaires)	4,2	4,4	3,7	3,5	4,3	4,9	4,9
Résultat financier (en % du chiffre d'affaires), dont :	-0,4	-0,4	-0,3	-0,3	-0,4	0,0	-0,3
produits financiers	0,7	0,6	1,0	0,9	0,6	0,8	0,6
charges financières	-1,1	-1,1	-1,3	-1,2	-0,9	-0,7	-0,9
Résultat courant - exploitation + financier (en % du chiffre d'affaires)	3,8	4,0	3,4	3,2	4,0	5,0	4,7
Résultat exceptionnel (en % du chiffre d'affaires), dont :	0,1	-0,2	1,1	0,1	-0,5	0,0	0,0
produits exceptionnels	2,3	2,5	3,0	2,1	2,1	1,9	2,0
charges exceptionnelles	-2,1	-2,6	-1,9	-2,0	-2,7	-1,9	-2,0
Participation des salariés (en % du chiffre d'affaires)	-0,4	-0,4	-0,4	-0,3	-0,4	-0,4	-0,4
Impôts sur les bénéfices (en % du chiffre d'affaires)	-1,4	-1,4	-1,5	-1,2	-0,9	-1,0	-1,2
Résultat net (en % du chiffre d'affaires)	2,1	2,0	2,6	1,8	2,2	3,6	3,0

1. Données provisoires.

Lecture > Rapportés au chiffre d'affaires, les produits sont positifs et les charges négatives. Attention, des différences peuvent apparaître entre les sommes de pourcentages et le résultat réel, en raison des arrondis à un chiffre.

Champ > Cliniques privées de France métropolitaine et des DROM (y compris Mayotte), présentes dans la SAE.

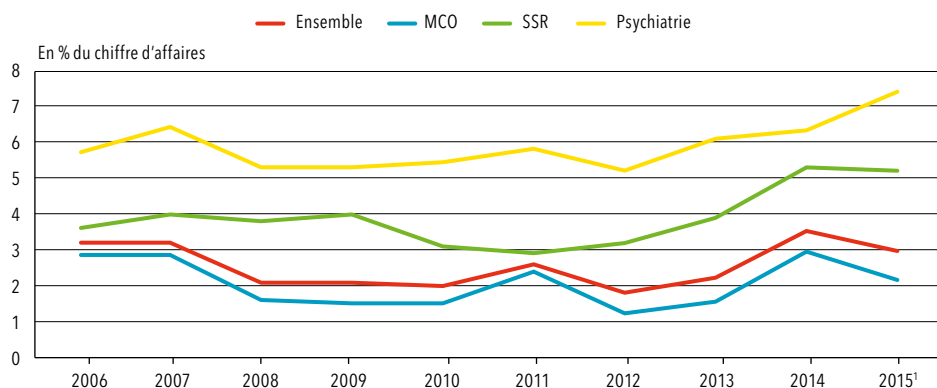
Sources > Greffes des tribunaux de commerce, SAE 2009-2015, calculs DREES.

pour les cliniques psychiatriques (9,9 % en 2015, après 8,6 % en 2014).

Globalement, l'effort d'investissement des cliniques privées, correspondant au ratio des investissements réalisés dans l'année rapportés au chiffre

d'affaires, augmente après une baisse ininterrompue de 2006 à 2014 (graphique 2). En 2015, l'investissement reste toutefois modéré. Il représente 4,5 % du chiffre d'affaires, contre 4,1 % en 2014. Cette reprise concerne surtout les cliniques

Graphique 1 Évolution de la rentabilité nette des cliniques privées entre 2006 et 2015



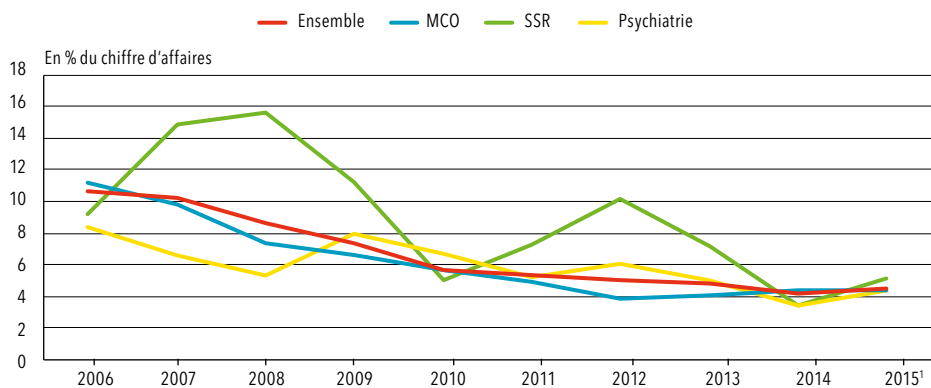
MCO : médecine, chirurgie, obstétrique, odontologie ; SSR : soins de suite et de réadaptation.

1. Données provisoires.

Champ > Cliniques privées de France métropolitaine et des DROM (y compris Mayotte), présentes dans la SAE.

Sources > Greffes des tribunaux de commerce, SAE 2006-2015, calculs DREES.

Graphique 2 Évolution de l'effort d'investissement des cliniques privées



MCO : médecine, chirurgie, obstétrique, odontologie ; SSR : soins de suite et de réadaptation.

1. Données provisoires

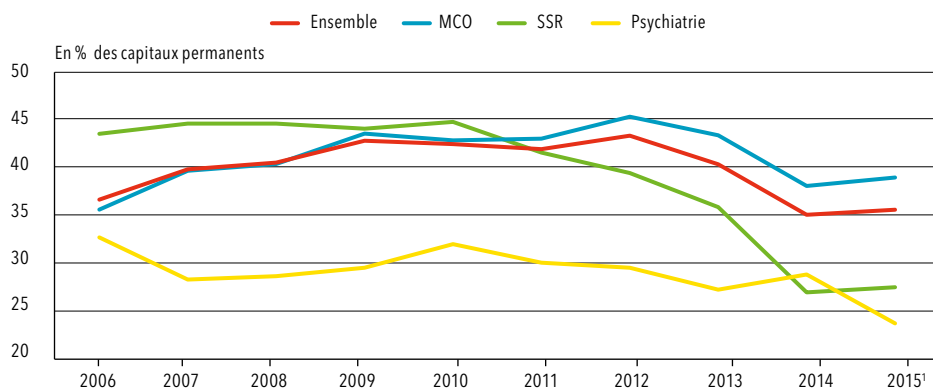
Champ > Cliniques privées de France métropolitaine et des DROM (y compris Mayotte), présentes dans la SAE.

Sources > Greffes des tribunaux de commerce, SAE 2006-2015, calculs DREES.

de psychiatrie et de SSR. Pour les cliniques de MCO, l'effort d'investissement reste stable en 2015 et représente 4,3 % du chiffre d'affaires. L'endettement total des cliniques, qui correspond au rapport des dettes financières sur

les capitaux permanents, ne progresse que très légèrement pour atteindre 35,4 % des capitaux permanents après 34,9 % en 2014, et reste donc à un niveau historiquement bas (graphique 3). ■

Graphique 3 Évolution du taux d'endettement des cliniques privées



MCO : médecine, chirurgie, obstétrique, odontologie ; SSR : soins de suite et de réadaptation.

1. Données provisoires.

Champ > Cliniques privées de France métropolitaine et des DROM (y compris Mayotte), présentes dans la SAE.

Sources > Greffes des tribunaux de commerce, SAE 2006-2015, calculs DREES.

Champ

Les comptes des cliniques privées sont transmis aux tribunaux de commerce avec parfois du retard. Les données de 2015 sont relatives aux cliniques privées de France métropolitaine et des DROM (y compris Mayotte) ayant déposé leurs liasses fiscales aux tribunaux de commerce. Ces chiffres ont été croisés avec l'enquête SAE 2015, afin de récupérer les données concernant l'activité et les capacités des cliniques privées. Les données 2015 sont considérées comme provisoires et s'appuient sur un échantillon de 804 cliniques ayant déposé leurs comptes. Un redressement des données par le recours à un calage sur marges permet, par une repondération des données, de rendre l'échantillon de cliniques représentatif de l'ensemble des cliniques. Cette méthodologie donne une estimation plus précise du chiffre d'affaires total des cliniques ainsi que des différents indicateurs financiers.

Définitions

- **Achats et charges externes** : ils comprennent notamment les achats médicaux, la sous-traitance et le personnel extérieur à l'entreprise, les redevances de crédit-bail, les loyers, etc.
- **Capacité d'autofinancement (CAF)** : elle mesure les ressources restant à disposition de la clinique à la fin de son exercice comptable pour financer son développement futur.

- **Chiffre d'affaires (CA)** : il correspond essentiellement aux rémunérations perçues par un établissement de santé pour les soins qu'il prodigue (rémunérations versées par la Sécurité sociale, par les assurances maladies complémentaires ou directement par le patient).
- **Excédent brut d'exploitation (EBE) ou marge d'exploitation** : solde généré par l'activité courante de l'entreprise, sans prendre en compte la politique d'investissement et la gestion financière. L'EBE est obtenu en soustrayant au chiffre d'affaires les charges d'exploitation.
- **Résultat net comptable** : solde final entre tous les produits et les charges de l'exercice.

Pour en savoir plus

Yilmaz E., 2016, « La situation économique et financière des cliniques privées à but lucratif », *Les Dépenses de santé en 2015, résultats des comptes de la santé*, « Panoramas DREES - Santé », DREES, septembre.

Sources

Les données financières sont issues des liasses fiscales des cliniques privées transmises aux tribunaux de commerce. La statistique annuelle des établissements de santé (SAE) est mobilisée pour classer les établissements selon la nature de leur activité.